

# Accord-cadre

## Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

### MP 24-25

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)  
2, rue du Maupas  
87040 LIMOGES cedex 1

**Objet de la consultation :** Assistance à la supervision, à l'exploitation des applications et services, aux tests de performances, et à l'installation, la configuration et l'administration du Système d'Information de l'ASP.

# Sommaire

---

<b>Article 1. Objet de la consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 2. Procédure de passation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3. Décomposition de la consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4. Pièces constitutives.....</b>	<b>6</b>
4.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	6
4.2 Pièces constitutives des marchés subséquents .....	7
<b>Article 5. Durée de l'accord cadre.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 6. Considérations sociales .....</b>	<b>7</b>
6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations .....	7
6.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité.....	8
<b>Article 7. Considérations environnementales .....</b>	<b>12</b>
7.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations	12
7.2 Modalités de réalisation propres au présent marché .....	12
<b>Article 8. Modalités de passation des marchés subséquents .....</b>	<b>13</b>
8.1 Marchés subséquents.....	13
8.2 Marchés subséquents simplifiés .....	13
8.3 Modalités relatives aux marchés subséquents .....	14
<b>Article 9. Etablissement des prix de l'accord cadre.....</b>	<b>14</b>
9.1 Détermination et contenu des prix de l'accord cadre .....	14
9.2 Détermination et contenu des prix des marchés subséquents .....	15
9.3 Clause incitative.....	15
9.4 Plan de progrès .....	15
9.5 Révision des prix plafond de l'accord cadre .....	16
Contrôle du coût de revient.....	16
<b>Article 10. Conditions générales d'exécution.....</b>	<b>17</b>
10.1 Délais d'exécution.....	17
10.2 Lieux d'exécution des prestations.....	17
10.3 Horaires d'interventions .....	18
10.4 Modalités d'engagement des prestations .....	18
<b>Article 11. Conditions particulières d'exécution – Comitologie, niveau de service et indicateurs.....</b>	<b>19</b>
11.1 Comitologie.....	19
11.2 Niveaux de service et indicateurs associés .....	19
<b>Article 12. Obligations des co-attributaires .....</b>	<b>20</b>
12.1 Obligations communes .....	20
12.2 Obligations de l'ASP .....	20

12.3	Obligations du titulaire .....	20
12.3.1	Obligations générales .....	20
12.3.2	Obligations relatives aux ressources humaines exécutant les prestations 20	
12.3.3	Obligations de conseil.....	21
12.3.4	Obligations relatives au matériel utilisé lors des prestations et les modalités d'exécution .....	21
12.3.5	Obligations relatives à l'identification des intervenants du titulaire .....	22
12.3.6	Obligations liées aux livrables fournis lors des missions .....	22
12.3.7	Prévention des conflits d'intérêts .....	22
12.3.8	Pièces et attestations.....	22
12.3.9	Modification affectant le titulaire au cours du marché .....	23
<b>Article 13. Continuité de la prestation .....</b>		<b>23</b>
<b>Article 14. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats .....</b>		<b>23</b>
<b>Article 15. Vérification et admission .....</b>		<b>23</b>
<b>Article 16. Garantie .....</b>		<b>24</b>
<b>Article 17. Maintenance.....</b>		<b>24</b>
<b>Article 18. Pénalités et réfections .....</b>		<b>24</b>
18.1	Pénalités relatives à la clause insertion sociale .....	24
18.2	Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale .....	24
18.3	Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	24
18.4	Pénalités relatives à l'incident de sécurité .....	25
18.5	Autres pénalités .....	25
18.6	Application des pénalités .....	26
18.7	Réfections.....	26
<b>Article 19. Responsabilité et assurances .....</b>		<b>26</b>
19.1	Responsabilité .....	26
19.2	Assurance.....	27
<b>Article 20. Exécution financière du marché / des marchés .....</b>		<b>27</b>
20.1	Avance.....	27
20.2	Acomptes.....	27
20.3	Paiement des prestations .....	27
20.4	Contenu des demandes de paiement.....	27
20.5	Adresse de facturation.....	28
20.6	Dématérialisation des factures .....	28
20.7	Régime des paiements .....	28
<b>Article 21. Retenue de garantie .....</b>		<b>28</b>
<b>Article 22. Cession ou nantissement de créance .....</b>		<b>28</b>
<b>Article 23. Protection des données à caractère personnel .....</b>		<b>29</b>
<b>Article 24. Sous-traitance .....</b>		<b>29</b>

<b>Article 25. Résiliation du marché .....</b>	<b>29</b>
<b>Article 26. Règlement des différends et litiges.....</b>	<b>30</b>
<b>Article 27. Prestations similaires pour les travaux ou les services / livraisons complémentaires pour les fournitures .....</b>	<b>30</b>
27.1 Livraisons complémentaires .....	30
27.2 Prestations similaires.....	30
<b>Article 28. Modifications de marché .....</b>	<b>31</b>
28.1 Clause de réexamen.....	31
28.2 Prestations supplémentaires de marché.....	31
28.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles .....	31
28.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues .....	31
28.5 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire .....	32
<b>Article 29. Clauses de sécurité.....</b>	<b>32</b>
29.1 Confidentialité .....	32
29.2 Audit de sécurité .....	33
29.3 Politique de sécurité ASP .....	33
29.4 Charte de l'utilisateur du SI de l'ASP .....	35
29.5 Sécurité des développements et de la maintenance des applicatifs.....	35
29.6 Plan d'assurance sécurité.....	38
29.7 Localisation des données .....	42
29.8 Suivi des exigences de sécurité de la prestation .....	42
29.9 Interventions à distance .....	43
29.10 Gestion des changements et évolutions .....	44
29.11 Interventions dans les locaux de l'ASP .....	44
29.12 Transfert du système .....	44
29.13 Formation à l'environnement des applications de l'ASP .....	44
29.14 Gestion des incidents de sécurité .....	44
<b>Article 30. CLAUSE RGAA .....</b>	<b>46</b>
<b>Article 31. Dérogations au CCAG.....</b>	<b>48</b>

## **Article 1. Objet de la consultation**

La présente consultation et les marchés subséquents qui en découlent ont pour objet l'assistance à la supervision et à l'exploitation des applications et services, couvrant le suivi de projets, la mise en production, les tests de performances, la gestion ISO 27001, la supervision des niveaux de service, la gestion des incidents, ainsi que l'expertise N3 dans l'installation, la configuration et l'administration des bases de données, des sauvegardes, et du maintien opérationnel du SI de l'ASP

Cette consultation doit permettre à l'ASP :

- d'assurer une partie des prestations intellectuelles pilotées par l'ASP concernant l'intégration, l'exploitation et les performances des applications métier, l'administration système et l'administration infrastructure
- d'assurer des prestations de supervision et d'exploitation via un centre de service.

Les prestations attendues, les livrables associés et les compétences requises sont décrites dans le CCTP de l'accord-cadre, ses annexes et le cas échéant dans les marchés subséquents.

## **Article 2. Procédure de passation**

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de l'appel d'offres ouvert, telle que décrite aux articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code susvisé.

## **Article 3. Décomposition de la consultation**

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation est composée d'un seul lot, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

La présente consultation consiste en un accord-cadre multi-attributaires qui s'exécute au fur et à mesure de la passation de marchés subséquents, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 de la commande publique.

Cet accord-cadre multi-attributaires sera conclu avec un maximum de 8 opérateurs économiques et a pour but de régir les modalités de passation, d'attribution et d'exécution des marchés subséquents associés.

Il sera exécuté uniquement par le biais de marchés subséquents, conformément aux articles R2162-7 à 2162-10 du code susvisé.

Les marchés subséquents seront mono-attributaire ou multi-attributaires et pourront s'exécuter soit par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-13 et 14 du code susvisé, soit à travers des prestations forfaitaires.

Les marchés subséquents seront soit des marchés de type engagement de moyens, soit des marchés de type engagement de résultats, les deux types d'engagement pouvant également être contenus dans un même marché subséquent.

Ils permettront :

- d'assurer une partie des prestations intellectuelles pilotées par l'ASP concernant l'intégration, l'exploitation et les performances des applications métier, l'administration système et l'administration infrastructure

- d'assurer des prestations de supervision et d'exploitation sur procédure via un centre de service
- d'assurer des prestations d'exploitation et d'intégration d'applications via un centre de service
- en tant que besoin, dans le cadre des marchés subséquents, de remettre en concurrence plusieurs sociétés afin d'obtenir la meilleure offre pour le besoin spécifique ;
- de pouvoir utiliser des prestations en engagement de moyens et/ou des prestations à engagement de résultats afin de disposer d'une souplesse d'exécution ;
- de mobiliser plusieurs types de profils sur des lieux géographiques différents avec des seniorités différentes afin de couvrir tous les métiers concernant l'exploitation, l'intégration d'applications et le support à l'exploitation du Système d'Information de l'ASP

En engagement de résultat, le périmètre d'intervention sera défini avec engagement de service emportant obligation de résultat garanti par la mise en œuvre de moyens techniques et organisationnels permettant de réaliser les prestations selon des démarches industrielles.

Chaque marché subséquent détaillera et précisera le contexte de la mission, les types de prestations attendues et les localisations géographiques.

Les prestations s'exécutent dans les limites inscrites à l'acte d'engagement.

## **Article 4. Pièces constitutives**

### **4.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Les documents contractuels régissant le marché sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et ses annexes complétées :
  - Annexe 1 : le bordereau des prix unitaires plafond (BPU)
  - Annexe 2 : l'annexe relative à l'insertion
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
  - « Annexe RSE »
  - « Annexe RGPD »
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication - TIC (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fourni
5. Le cahier de clauses de livraison continue numérique (arrêté du 14 décembre 2021, publié au JORF du 11 janvier 2022)) - non fourni
6. L'offre du titulaire et le cas échéant ses éventuelles annexes

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Elles s'appliquent de fait à l'ensemble des marchés subséquents découlant de cet accord-cadre, sauf indications spécifiques portées par ces derniers.

## 4.2 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les documents contractuels régissant les différents marchés subséquents sont par ordre de priorité décroissante :

1. Le contrat ou le CCP valant acte d'engagement propre au marché subséquent dûment rempli et signé, ses annexes financières complétées et ses annexes techniques le cas échéant
2. L'offre dédiée du marché subséquent.

En cas de conclusion d'un marché subséquent, les pièces de l'accord-cadre, qui s'imposent, ne seront pas obligatoirement jointes au contrat, cependant le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer leur ignorance pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

### Article 5. Durée de l'accord cadre

La durée de l'accord-cadre et les modalités associées sont précisées dans l'acte d'engagement.

### Article 6. Considérations sociales

#### 6.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact social des prestations

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 2 a notamment pour objectif de faciliter l'insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi par l'activité économique et lutter contre les inégalités.

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre/du marché sur simple demande de l'Acheteur. Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Dans l'optique de l'axe 2 de son SPASER, l'Agence évalue la possibilité de faire réaliser tout ou partie de ses différents besoins par une structure du secteur du travail protégé et adapté, de l'insertion par l'activité économique, de l'ESS (etc.) et ce, dès le premier euro.

Ainsi, le Titulaire doit être en mesure d'identifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, sur simple demande de l'Acheteur, les entreprises inclusives concourant à la réalisation des prestations objet du marché.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

## 6.2 Modalités de réalisation relatives à la Clause d'insertion par l'activité

### Les conditions de réalisation et publics visés :

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère social qui visent la promotion de l'emploi des personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et de lutte contre le chômage.

Le titulaire retenu pour chaque marché subséquent, quel qu'il soit, doit réaliser une action d'insertion professionnelle visant à promouvoir l'emploi de personnes considérées comme prioritaires au regard des politiques publiques de l'emploi sur la base d'au moins un des critères suivants :

- Jeune de moins de 26 ans diplômés ou non, sortis du système scolaire depuis plus de 6 mois, s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi,
- Public sénior (+ de 50 ans) demandeur d'emploi depuis au moins 6 mois,
- Publics reconnus Travailleurs Handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi,
- Demandeur d'emploi de longue durée (+ de 12 mois d'inscription à Pole Emploi),
- Allocataire du RSA en recherche d'emploi ou ayant droit,
- Bénéficiaire de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ou de l'Allocation d'Invalidité.
- Personnes prises en charge par les dispositifs de l'insertion par l'activité économique (SIAE) définies à l'article L-5132-4 du code du travail, les personnes prises en charge par les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE), les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ainsi que les personnes en parcours d'insertion au sein des GEIQ...

L'objectif est de procéder à l'occasion de l'obtention du marché à de nouveaux recrutements.

Les candidats peuvent être identifiés par l'attributaire ou proposés par le dispositif d'accompagnement dont les coordonnées figurent ci-dessous.

**En tout état de cause, l'éligibilité de la candidature de ces publics aura, préalablement à tout recrutement, été validée dans le cadre du dispositif d'accompagnement des clauses sociales.**

### L'engagement de l'entreprise attributaire :

Pour chaque marché subséquent, le titulaire s'engage à réserver **sur toute la durée d'exécution de l'accord-cadre** une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion à hauteur de **4 heures de travail par tranche de 10 000 € HT de prestations facturées**.

L'exécution de la clause d'insertion peut ne pas être immédiate. Le titulaire peut attendre de cumuler plusieurs dizaines d'heures d'insertion pour débiter l'exécution de la clause sociale. Le démarrage doit obligatoirement intervenir quand elle totalise **105 heures**. Le titulaire doit alors réaliser les heures d'insertion dues depuis le début de l'exécution de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où une entreprise serait attributaire de plusieurs marchés subséquents n'atteignant pas individuellement le seuil de déclenchement, la somme des objectifs des différents marchés déterminera le seuil de déclenchement de l'objectif d'insertion.

À l'issue de chaque année d'exécution de l'accord-cadre, un bilan de l'engagement d'insertion est réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes en insertion chez le titulaire et adapter si nécessaire les modalités de l'obligation d'insertion prévues au présent accord-cadre.



La clause sociale d'insertion obligatoire sera réalisée par le titulaire et/ou par son (ou ses) sous ou cotraitant(s). Le total des heures d'insertion doit être calculé au prorata de la part d'activité réalisée. S'il peut partager l'effort d'insertion, le titulaire reste toutefois responsable de la bonne exécution et la bonne remontée d'information.

### **Les modalités de mise en œuvre :**

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution du marché à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1ère modalité : l'embauche directe dans l'entreprise titulaire (CDI, CDD ou alternance)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) ou une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT)
- D'une Association Intermédiaire (AI)
- D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec des structures inclusives. Les coordonnées des structures répondant à ces caractéristiques peuvent être communiquées par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales ou peuvent être identifiées au moyen du moteur de recherche de la Plateforme de l'inclusion à l'adresse suivante (<https://lemarche.inclusion.beta.gouv.fr/>)

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci.

### **La durée de valorisation des publics**

**Règle générale** : à compter de sa première embauche, quel que soit la nature et le porteur du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales et donc valorisable à ce titre pour une durée de 24 mois.

Dans le cas d'un contrat en alternance, les heures de formation sont comptabilisées au même titre que les heures de travail.

### **Cas particuliers :**

Si, dans la continuité d'un contrat (à durée déterminée, en alternance ou en mise à disposition), l'entreprise embauche le salarié en insertion professionnelle en contrat à durée indéterminée, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures de clause sociale jusqu'au terme de l'accord cadre.

### **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale d'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, il a été mis en place un dispositif spécifique d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache des facilitatrices :

Limoges Métropole Communauté Urbaine  
Direction de la politique de la ville, de l'emploi et du développement social  
Unité clauses sociales  
19 rue Bernard Palissy  
87031 LIMOGES cedex 1  
Téléphone : 05 55 45 78 93  
Contacts : Véronique THALAMY / Hortense DUGAY

**De son côté, le titulaire désigne, au plus tard à la date de notification de l'accord-cadre, un interlocuteur dont l'identité sera transmise aux facilitatrices.**

#### **Protection des données par Limoges Métropole :**

Le titulaire est informé que les données collectées seront traitées, par Limoges Métropole, dans le logiciel ABC Clause (développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Ville Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL).

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous les partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. Limoges Métropole est responsable du traitement des données collectées. Ces données personnelles sont : le nom de la structure, son numéro de SIRET et les coordonnées de l'interlocuteur.

La finalité de ce traitement est la mise en œuvre des clauses sociales au profit des publics en insertion. Les clauses sociales constituent un levier dans la mise en œuvre d'un parcours vers l'insertion durable des personnes éloignées de l'emploi.

Toute réutilisation des données sera conditionnée au respect de ces finalités, ou en poursuivant des finalités compatibles. Les données personnelles collectées font l'objet de fiches d'orientation et de fiches de positionnement qui pourront être transmises aux organismes suivants, dans la seule finalité de poursuivre les objectifs de la clause sociale :

- Maîtres d'ouvrage,
- Entreprises,
- Organismes de formation,
- Acteurs du service public de l'emploi,
- Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

La collecte des données personnelles n'excède pas ce qui est strictement nécessaire à ces finalités. Limoges Métropole n'intègre à son traitement de données personnelles que les informations susceptibles de guider les organismes d'insertion dans l'accompagnement des personnes. Un refus entraîne l'impossibilité d'intégrer le dispositif.

Les données personnelles collectées seront conservées 10 ans. Au-delà de cette durée, les données seront détruites.

Conformément au Règlement général de protection des données personnelles (Règlement de l'Union européenne n°2019/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016), le titulaire peut exercer à tout moment un droit d'accès sur les données personnelles concernées et obtenir une copie gratuite des données collectées.

Le titulaire peut également, à tout moment et sans justification, exercer un droit de rectification ou d'effacement des données.

Toutes les demandes concernant le présent traitement de données personnelles est à adresser l'unité clauses sociales, au 05.55.45.29.86 ou 05.55.45.78.95 ou 05.55.45.78.93 ou [insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr](mailto:insertion-clauses-sociales@limoges-metropole.fr)

#### **Confidentialité des données personnelles fournies au titulaire :**

Pour sa part, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures, nécessaires et suffisantes, pour garantir la confidentialité et la sécurité des données concernant le dispositif d'accompagnement.

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter :

- Veiller à ce que son personnel et le personnel des sociétés sous-traitantes soient strictement tenus à des devoirs de secret professionnel,
- Ne pas divulguer ces données sous quelque forme que ce soit à des tiers non habilités,

qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

En général, ces informations (quelle qu'en soit la forme) ne peuvent sans autorisation écrite du Pouvoir adjudicateur être communiquées à des tiers.

### **Le contrôle de l'action d'insertion :**

Il sera procédé par tous moyens au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

À cet effet, le titulaire fournit aux facilitateurs avant le 15 de chaque mois, tous renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées selon les options choisies, type de contrat, poste occupé,) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause sociale d'insertion et son évaluation. Le Titulaire transmet également les éléments d'informations à l'ASP.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution de l'accord-cadre, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause sociale à l'ordre du jour d'une réunion de suivi de l'exécution de la prestation.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance à un opérateur d'insertion, les heures d'insertion ne seront comptabilisées qu'à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et pour faciliter la gestion de la clause par ladite entreprise, à compter de l'attribution et pendant l'exécution du marché, l'entreprise attributaire peut solliciter, auprès du dispositif d'accompagnement, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés :

- Comportant une clause sociale d'insertion
- S'exécutant dans le même délai d'exécution
- S'effectuant dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur

Cette demande de globalisation des heures d'insertion vise à permettre à l'entreprise, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés subséquents concernés, d'affecter la ou les personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, à la réalisation d'une seule des prestations prévues par les différents marchés.

La demande doit être adressée à l'unité clauses sociales et peut être déclarée recevable aux conditions suivantes :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion
- Si la mesure recueille l'accord des maîtres d'ouvrages concernés
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il doit informer le maître d'ouvrage et le dispositif d'accompagnement par courrier recommandé avec AR.

Dans ce cas, ce dernier étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs, les aménager ou les suspendre.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, la suspension ou l'annulation partielle ou totale de la clause sociale est subordonnée à la communication d'une copie de ces documents afférents à ces difficultés transmis à la DREETS ou au juge.

À l'issue de l'exécution de l'accord-cadre, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

La non-exécution des obligations sans justification ou le refus caractérisé de transmission des renseignements peut entraîner l'application d'une pénalité prévue à l'article 19.4 du CCAP.

En cas de manquement grave du prestataire à son engagement d'insertion, l'ASP peut procéder à la résiliation du marché.

## **Article 7. Considérations environnementales**

### **7.1 Modalités d'exécution relatives à l'impact environnemental des prestations**

Le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsable (SPASER) de l'Agence définit et priorise les actions à mener par l'établissement dans le domaine de l'achat durable. Son axe 3 : « Participer à la transition écologique et à la mise en œuvre d'un numérique responsable », et son axe 5 : « Réaliser des achats justes et économes en termes d'énergie, de ressources et de prix » ont notamment pour objectif de diminuer l'impact environnemental des achats de l'Agence.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'élaboration de son bilan carbone et afin de permettre l'intégration de l'impact des prestations de ce marché, le titulaire devra fournir à l'ASP, sur simple demande, les éléments en sa possession.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensables à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

### **7.2 Modalités de réalisation propres au présent marché**

Il est attendu du titulaire le respect du référentiel général d'éco-conception de service numérique.

Les profils amenés à exécuter les prestations mettent en œuvre les bonnes pratiques de ce référentiel.

Le titulaire devra détailler ses engagements dans le cadre de son mémoire technique.

## Article 8. Modalités de passation des marchés subséquents

### 8.1 Marchés subséquents

Pour la passation des marchés subséquents, le Pouvoir Adjudicateur adresse sur son profil acheteur à l'ensemble des attributaires de l'accord-cadre:

- Une lettre de consultation définissant *a minima* :
  - Le contenu de la prestation attendue ;
  - Le délai maximum pour la remise de l'offre ;
  - Les modalités de remise de l'offre par les attributaires ;
  - Les critères d'attribution et leur pondération.
- Les documents nécessaires pour formaliser une réponse :
  - Un CCP valant acte d'engagement ;
  - Un cadre de bordereau des prix et de délai le cas échéant ;
  - Les autres documents propres à la consultation, le cas échéant.

Le délai de consultation est fixé à 15 jours minimum.

Ces marchés subséquents seront attribués selon les critères de jugement des offres suivants : prix, valeur technique, délais.

La pondération de chacun des critères se situera dans les fourchettes suivantes :

- Prix : entre 20 et 80%
- Valeur Technique : entre 20 et 80%
- Délai : 0 et 20%

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'organiser une consultation simplifiée décrite au paragraphe suivant.

### 8.2 Marchés subséquents simplifiés

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en cas d'urgence, de besoin simple ou de délai de réalisation inférieur à 3 mois, de conclure des marchés subséquents simplifiés (une migration technique avec évolution de la version de base de données, mise à jour de la documentation, par exemple).

Pour la passation des marchés subséquents simplifiés, le Pouvoir Adjudicateur adresse sur son profil acheteur ou directement par mail à l'ensemble des attributaires :

- Une lettre de consultation définissant *a minima* :
  - Le contenu de la prestation attendue ;
  - Le délai maximum pour la remise de l'offre ;
  - Les modalités de consultation et de remise de l'offre par les attributaires ;
  - Les critères d'attribution et leur pondération.
- Les documents nécessaires pour formaliser une réponse :
  - Un contrat
  - Un cadre de bordereau des prix et de délai le cas échéant.

Le délai de consultation est fixé à 10 jours minimum.

Dans ce cadre, le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'utiliser le critère unique du prix pour attribuer le marché subséquent.

La pondération de chacun des critères pourra également être située dans les fourchettes suivantes :

- Prix : entre 30 et 80%
- Valeur technique : entre 20 et 70%
- Délai : 0 et 20%

### **8.3 Modalités relatives aux marchés subséquents**

**Les paragraphes suivants sont valables pour l'ensemble des marchés subséquents.**

En tout état de cause, les attributaires s'engagent à répondre aux sollicitations du Pouvoir Adjudicateur pour la mise en œuvre du présent accord-cadre. Les attributaires sont informés que la non réponse ou le retard dans la réponse aux consultations lancées pour la conclusion des marchés subséquents font encourir des sanctions dans les conditions énoncées dans l'article 18 du présent CCAP de l'accord-cadre.

La réponse d'un titulaire signalant son incapacité à répondre à un marché subséquent sera néanmoins prise en compte comme une réponse.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de déclarer infructueux ou de rejeter comme offre irrégulière, un, des ou toutes les propositions des candidats aux marchés subséquents si les prix proposés sont supérieurs aux prix plafonds portés par l'accord cadre et/ou la réalité du marché.

Les co-attributaires de l'accord-cadre (titulaire individuel ou groupement) ne peuvent pas se grouper pour répondre et formuler une offre à un marché subséquent. La forme de candidature exprimée pour la remise de l'offre à l'accord-cadre (acte d'engagement de l'accord-cadre) est maintenue pour la réponse aux marchés subséquents.

L'attributaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse se verra attribuer le marché subséquent.

En cas d'égalité, l'attributaire ayant remis l'offre la moins disante se verra attribuer le marché subséquent.

Il est précisé que l'ASP se réserve le droit d'interroger les co-titulaires afin de pouvoir établir, de façon contradictoire, qu'aucun conflit d'intérêt ou manque d'indépendance ne pourrait intervenir avec d'autres opérateurs économiques susceptibles de répondre à des dossiers ayant un lien avec les missions du titulaire dans le cadre des différents marchés subséquents.

## **Article 9. Etablissement des prix de l'accord cadre**

### **9.1 Détermination et contenu des prix de l'accord cadre**

Les montants minimum et maximum de l'accord-cadre figurent à l'acte d'engagement.

L'accord-cadre est traité à prix unitaire tels que figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement. Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

En complément de l'article 10.1 du CCAG-TIC, les prix de l'accord-cadre sont réputés complets pour la durée des prestations et comprennent:

- toutes préparations et comptes rendus de toute forme de réunions,
- la maintenance matérielle et logicielle des environnements du titulaire propres à la réalisation des prestations dont il a la charge dans le cadre du présent accord-cadre et des dispositifs connexes - pièces ou éléments – des outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main-d'œuvre qui leur sont affectés, y compris les indemnités de transport, d'hébergement ou de déplacement de son personnel, de transport ou de livraison d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations et les frais nécessités par les modifications apportées au matériel sur l'initiative du titulaire,

- la concession de droit d'utilisation des résultats issus des méthodes, des outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations objet de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents,
- la propriété des outils et des résultats conçus et réalisés dans le cadre de chaque prestation,
- toute prestation réalisée en dehors des heures ouvrées par le titulaire permettant de garantir la bonne réalisation des prestations et la tenue de ses engagements quantitatifs et qualitatifs (notamment les délais).

Les prix définis à l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre sont des prix plafonds. **Par conséquent, dans le cadre des marchés subséquents, le titulaire ne pourra pas proposer des prix supérieurs à ces prix plafonds, le cas échéant, révisés.**

Les prix initiaux de l'accord cadre sont établis en euros aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

## 9.2 Détermination et contenu des prix des marchés subséquents

Les prix seront déterminés à chaque marché subséquent. Les titulaires devront néanmoins tenir compte des prix « plafonds » transmis lors de la passation du présent accord-cadre.

La date d'établissement des prix de chaque marché subséquent correspondra au mois de la date de remise de l'offre du marché subséquent.

### Marché subséquent s'exécutant par l'émission de bons de commande

Chaque marché subséquent s'exécutant par l'émission de bons de commande disposera facultativement d'un montant minimum et obligatoirement d'un montant maximum (fixé en montant ou en quantité) figurant dans les pièces contractuelles. Les prix seront traités à prix unitaires et/ou forfaitaires.

Un devis quantitatif estimatif (DQE) et un bordereau de prix annexe propre au marché subséquent constitueront l'offre de prix pour chacun de ces marchés. Ces éléments seront adaptés en fonction des particularités des prestations à réaliser.

### Marché subséquent s'exécutant à travers des prestations forfaitaires

Chaque marché subséquent s'exécutant à travers des prestations forfaitaires indiquera le montant global et forfaitaire correspondant aux prestations décrites.

Dans tous les cas, les modalités de révision des prix ou leur caractère ferme sera décrit au marché subséquent.

Les prix figurant aux marchés subséquents sont réputés complets et comprennent les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement, de restauration ou de déplacement du personnel du titulaire, à l'adresse indiquée par l'administration, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans chaque marché subséquent.

## 9.3 Clause incitative

Une clause incitative destinée à améliorer les délais d'exécution, rechercher une meilleure qualité des prestations ou réduire les coûts de production pourra figurer à chaque marché subséquent.

## 9.4 Plan de progrès

La mise en œuvre d'un plan de progrès pourra être précisée à chaque marché subséquent selon son contexte d'exécution. Il pourra notamment porter sur une amélioration des délais, une réduction des ressources, l'automatisation de processus aboutissant à une diminution des coûts pour l'ASP.



## 9.5 Révision des prix plafond de l'accord cadre

---

Les prix plafond de l'accord cadre sont révisables.

Les prix sont révisables à la hausse ou à la baisse par référence aux variations du ou des indices présents dans la formule suivante, à la date anniversaire de notification de l'accord cadre.

$$P = P_i \times (SYN_f / SYN_i)$$

dans laquelle :

P = prix révisé en euros hors taxes,

P<sub>i</sub> = prix initial, tel qu'il figure à l'acte d'engagement ou à l'annexe financière, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres,

SYN<sub>i</sub> et SYN<sub>f</sub> = valeurs initiale et finale de l'indice.

Le mois de la date limite de remise des offres est indiqué sur la page de garde du règlement de consultation.

La valeur initiale est égale à la dernière valeur SYNTEC publiée sur le site internet de la fédération (<http://www.syntec.fr>) et connue à la date de notification.

La valeur finale (SYN<sub>f</sub>) est égale à la valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de révision (soit la date anniversaire de notification).

Les nouveaux prix, dûment révisés, entrent en vigueur à compter de la date fixée pour la révision.

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause de révision (disparition ou modification des indices de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant. Le titulaire proposera alors à l'ASP des nouveaux indices utilisés et de leurs valeurs retenues.

L'initiative de la révision appartient au titulaire ou à l'ASP. Chaque partie doit informer l'autre par mail de son souhait de révision un mois avant la date anniversaire de la notification du présent marché subséquent. A défaut de demande, l'ancien tarif s'applique.

A la date anniversaire, le titulaire fournira à l'ASP la nouvelle grille tarifaire actualisée qui sera ensuite validée par l'ASP.

En aucun cas, une révision des prix ne sera rétroactive.

Chaque marché subséquent, précisera si besoin ses propres modalités de révision de prix.

## Contrôle du coût de revient

---

Le titulaire devra fournir à la demande de l'ASP les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord cadre et des marchés subséquents en découlant.

Le titulaire a l'obligation de permettre et de faciliter la vérification éventuelle sur pièces ou sur place de l'exactitude de ces renseignements par les agents de l'administration. Il peut ainsi être assujéti à présenter ses bilans, comptes de résultat ainsi que sa comptabilité analytique et tous documents de nature à permettre l'établissement des coûts de revient.



## **Article 10. Conditions générales d'exécution**

Le titulaire doit exécuter les prestations commandées dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des prix plafonds indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement et dans chaque marché subséquent s'y rattachant.

### **10.1 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations/missions/phases pouvant être demandés aux titulaires seront précisés dans chaque marché subséquent.

Prestations à prix forfaitaires : les prestations commencent à la notification du marché ou à la date indiquée sur l'ordre de service de démarrage. Le délai d'exécution est mentionné pour chaque marché subséquent.

Prestations à bons de commandes : les délais d'exécution des prestations à bons de commande sont fixés dans le bon de commande, dans le respect des délais figurant à l'accord cadre et/ou au marché subséquent. Ils débutent à réception de ce dernier.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-TIC lorsque le titulaire considère que ces délais d'exécution ne peuvent être tenus, il dispose de 3 jours ouvrés après réception du bon de commande pour en avertir l'acheteur. Si aucun accord ne peut être conclu entre le titulaire et l'acheteur, celui-ci peut confier à toute autre entreprise de son choix l'exécution de la prestation.

### **10.2 Lieux d'exécution des prestations**

Les prestations pourront s'effectuer dans les locaux de l'ASP, à distance ou dans un centre de service.

Les lieux d'exécution seront précisés à chaque marché subséquent.

Concernant les lieux d'exécution à distance :

Les prestations peuvent s'exécuter, dans les locaux du titulaire, ceux d'un autre attributaire de l'accord cadre ou d'un autre marché de l'ASP, dans les locaux de l'ASP (Hors Limoges) ou dans des locaux désignés par cette dernière.

Certaines missions nécessitent que des prestations soient exécutées sur un lieu identique en associant des ressources ASP et/ou des ressources provenant de différents titulaires de marchés publics de l'ASP.

Les titulaires de l'accord cadre acceptent donc que leurs ressources puissent exécuter leurs missions sous réserve du respect des règles de sécurité inhérentes à l'établissement d'accueil.

De la même manière, les titulaires acceptent la présence dans leurs locaux de ressources ASP ou de sociétés attributaires d'un autre marché contracté avec l'ASP, sous les mêmes réserves de respect des règles de sécurité applicable à leurs locaux.

De manière ponctuelle, le titulaire peut être amené à se déplacer, à ses frais, dans les locaux de l'ASP ou les locaux d'un autre attributaire d'un autre marché contracté avec l'ASP, pour la tenue d'événements ponctuels (comités de pilotage notamment). Le recours à la visio-conférence sera, néanmoins, privilégié.

Les modalités et conditions de réalisation des missions en situation de télétravail seront définies à chaque marché subséquent.

Dans le cas de prestations réalisées :

- tout ou partie dans les locaux de l'ASP, le matériel nécessaire est fourni exclusivement par l'ASP, le titulaire a obligation d'utiliser ce matériel dans le cadre de ses activités liées au contrat en respectant les règles en vigueur décrites dans la charte de l'utilisateur des systèmes d'information de l'ASP,

- intégralement dans les locaux du titulaire, le titulaire fournit le matériel, la connexion et les échanges avec le système d'information de l'ASP doivent respecter les règles de sécurité décrites au CCAP et au plan d'assurance sécurité.

Sur décision de l'ASP, les 2 règles ci-dessus peuvent être modifiées sous réserve du respect des règles de sécurité inhérentes à l'établissement d'accueil, des règles de sécurité décrites au CCAP et du plan d'assurance sécurité.

### **10.3 Horaires d'interventions**

---

Les accès aux lieux d'exécution et infrastructures techniques et logicielles nécessaires aux prestations s'étendent sur le créneau entre 8h00 et 18h00 hors prestations d'astreintes et sauf cas particuliers décrits au marché subséquent.

### **10.4 Modalités d'engagement des prestations**

---

Pour les prestations forfaitaires :

La notification du marché subséquent vaut engagement des prestations forfaitaires pour la période initiale du marché. La notification de la reconduction du marché, le cas échéant, vaut engagement des prestations forfaitaires de la période considérée.

Pour les prestations à bon de commande :

La réception du bon de commande vaut engagement des prestations selon les délais y figurant.

L'ensemble des prestations (moyen et résultat) fera l'objet de bons de commande sur la base des tarifs figurant dans l'annexe financière propre à chacun des marchés subséquents.

Le titulaire transmet un courriel d'accusé de réception du 1<sup>er</sup> bon de commande à une adresse courriel indiquée par l'ASP au démarrage de l'accord cadre et de chaque marché subséquent (ce processus permet de s'assurer de la validité des adresses électroniques utilisées).

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au(x) titulaire(s) de chaque marché subséquent par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Lorsque le titulaire émet des réserves sur une commande, il doit alerter et conseiller sur la faisabilité ou non de la demande et en exposer clairement les raisons et les conséquences pour permettre à l'ASP de mesurer les conséquences fonctionnelles et techniques (y compris les temps de traitement), voire organisationnelles que cela génère. Il peut donc décider potentiellement de ne pas donner suite à la commande en son état initial.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG TIC, le titulaire disposera de 3 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'accusé de réception du courriel), pour présenter ses observations par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les observations du titulaire, si elles sont reconnues fondées par l'ASP, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- la référence du marché subséquent,
- le numéro et la date du bon de commande
- la désignation de la prestation,

- le ou les livrables attendu(s), dans le cas d'une prestation à engagement de résultat,
- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- la date demandée pour le début des prestations, le cas échéant,
- les délais d'exécution, la date de livraison dans le cas d'une commande avec un engagement de résultat,
- le lieu d'exécution des prestations,
- le nombre de jours pour les ressources avec leur niveau de séniorité, la localisation de la prestation et le tarif journalier HT concernés par la commande dans le cadre de prestations avec engagement de moyens,
- le montant total HT du bon de commande, de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC du bon de commande,
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ).

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

## **Article 11. Conditions particulières d'exécution – Comitologie, niveau de service et indicateurs**

### **11.1 Comitologie**

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du présent accord-cadre et de chaque marché subséquent, le nom et les coordonnées de la/des personne(s) responsable(s) du suivi du (des) marché(s) à l'ASP seront communiqués à chaque co-attributaire.

Chaque co-attributaire désignera dans son offre le responsable du suivi de l'accord cadre et du marché subséquent habilité à le représenter.

Une réunion de lancement sera organisée avec toutes les titulaires, et des Comités stratégiques (COSTRAT) pourront être réalisés pendant toute la durée de la prestation en lien avec les responsables identifiés aux marchés subséquents à la demande de l'ASP.

Le cas échéant, la date de chaque comité est fixée en concertation entre le titulaire et l'ASP au moins un mois à l'avance. L'ordre du jour est fixé par l'ASP.

Un COSTRAT pourra également être organisé à la maille de chaque marché subséquent. Le cas échéant, la temporalité et les modalités de cette instance sont détaillés dans le(s) marché(s) subséquent(s) directement concerné(s).

Les autres organes de suivi de l'exécution des prestations (comitologie) sont précisés par chaque marché subséquent.

### **11.2 Niveaux de service et indicateurs associés**

Les exigences relatives aux niveaux de service pour des prestations à engagement de résultat pour les marchés subséquents, les seuils associés aux niveaux de service attendus, les indicateurs, par niveau de service, avec leur mode de calcul seront décrits dans les marchés subséquents

## **Article 12. Obligations des co-attributaires**

### **12.1 Obligations communes**

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations portées par les différents marchés subséquents.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

### **12.2 Obligations de l'ASP**

L'ASP :

- met à la disposition du titulaire les matériels, bureaux, moyens de communication et plus généralement l'ensemble des fournitures nécessaires à la réalisation de la prestation, lorsque les prestations se déroulent dans les locaux de l'ASP,
- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

Toutefois, l'ASP se réserve le droit de demander la justification des éléments exigés par le titulaire, voire de ne pas y apporter de réponse, par décision dûment motivée, notamment, au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité ou si l'établissement public estime qu'ils ne sont pas en rapport avec l'objet de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, ou ne sont pas nécessaires à sa bonne exécution.

Les obligations de mise à disposition de matériel précitées ne s'appliquent pas, sauf accord express de l'ASP, aux prestations en centre de service ou en prestations au forfait ; une connexion sécurisée pourra toutefois être mise en œuvre entre le titulaire et l'ASP. Elle permettra l'accès aux applications ASP.

### **12.3 Obligations du titulaire**

#### **12.3.1 Obligations générales**

Le titulaire de chaque marché subséquent s'oblige à la parfaite exécution de l'ensemble des prestations confiées dans le cadre du marché. Les éléments de ses propositions (accord cadre et marchés subséquents) emportent engagement de sa part.

Dans le cadre d'un marché subséquent de résultat, le titulaire est soumis au respect des indicateurs mesurables en termes notamment, de quantité, qualité, délai, sécurité et/ou performance figurant dans les documents contractuels.

Il est soumis à une obligation de moyen au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés.

Le titulaire doit, par des moyens adaptés, garantir la qualité de ses productions, de ses livrables qu'ils soient, selon les prestations attendues, de nature documentaire, logicielle ou autre.

L'ASP attend du titulaire la mise en œuvre de moyens humains et organisationnels permettant de réaliser les prestations selon une démarche industrielle.

Le titulaire doit faire exécuter les prestations par un personnel qualifié pour les prestations demandées et mandaté ou habilité.

#### **12.3.2 Obligations relatives aux ressources humaines exécutant les prestations**

Au regard des technologies et des expertises spécifiques nécessaires à la réalisation des prestations des marchés subséquents, le titulaire s'engage à mettre à disposition les ressources ayant les qualifications nécessaires à la bonne réalisation des prestations, notamment s'agissant de la maîtrise des technologies, certifications si elles existent, des outils, des logiciels et du savoir-faire spécifique aux prestations et sous-prestations objets de chaque marché subséquent.

Le Titulaire s'engage sur la qualité, l'expérience et la séniorité des profils proposés et sur le maintien du niveau de qualification en cas de remplacement d'un profil en cours d'exécution, conformément aux dispositions prévues à l'accord-cadre sur lequel se fondent les marchés subséquents.

Le titulaire s'engage à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre des marchés subséquents. Le titulaire définit, met en œuvre et contrôle régulièrement l'application d'un processus d'intégration des nouveaux arrivants dans ses équipes. Le ou les intervenants des équipes du titulaire font l'objet d'un suivi technique périodique par ce dernier.

En cas de modification de l'équipe assurant les prestations, le titulaire en informe l'ASP dès qu'il en a connaissance, et transmet à l'ASP le curriculum vitae des nouveaux intervenants.

Dans cette optique, le titulaire mettra tout en œuvre, pour une même mission (en fonction du nombre de jours commandés), à maintenir le ou les mêmes intervenants (sauf en cas de démission ou de maladie) :

- sur la durée totale de la mission pour une mission inférieure à 6 mois calendaires,
- sur une durée d'au moins six mois pour une mission supérieure à 6 mois calendaires.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des marchés subséquents.

Le personnel du titulaire qui intervient dans le cadre des marchés subséquents est et demeure, à tous les égards, salarié de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, indemnités diverses). L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

Si l'une des personnes désignées pour assurer la conduite des prestations n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'ASP, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, dans le respect de ses engagements.

Une période de recouvrement est exigée par l'ASP, cette période est à l'entière charge du titulaire. A défaut de précisions dans les marchés subséquents, cette période de recouvrement est fixée à minima à 10 jours ouvrés.

### **12.3.3 Obligations de conseil**

---

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde et s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées, notamment à travers la comitologie de l'accord cadre et des marchés subséquents;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations.

### **12.3.4 Obligations relatives au matériel utilisé lors des prestations et les modalités d'exécution**

---

Tout matériel fourni par l'ASP doit être restitué à l'ASP, dans un état opérationnel, soit à l'issue de la réalisation des prestations soit au plus tard à la fin du /des marché(s) subséquent(s).

En cas de perte ou de vol d'un matériel ASP ou d'un badge d'accès, l'incident doit être signalé immédiatement à l'ASP, pour que celle-ci puisse prendre les mesures nécessaires.

En cas de défaillance de son matériel, le titulaire doit contacter le centre de services informatique de l'ASP (centre-de-services@asp-public.fr) afin de créer un ticket incident, pour résolution ou remplacement.

### **12.3.5 Obligations relatives à l'identification des intervenants du titulaire**

---

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Le titulaire a l'interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

### **12.3.6 Obligations liées aux livrables fournis lors des missions**

---

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

En outre, toutes les obligations imposées au titulaire et ses sous-traitants dans le cadre du présent marché sont identiques que les prestations soient réalisées à distance ou physiquement dans les locaux de l'ASP.

### **12.3.7 Prévention des conflits d'intérêts**

---

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **12.3.8 Pièces et attestations**

---

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

### 12.3.9 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du présent accord cadre, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- à sa raison sociale ou à sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **Article 13. Continuité de la prestation**

En cas de décision de l'administration de récuser l'intervenant mis à sa disposition par le titulaire dans le cadre du présent marché ou en cas d'indisponibilité de cette personne, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour garantir la continuité de la prestation (il doit désigner un remplaçant, disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes, en accord avec l'ASP).

L'ASP peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Elle en informe le titulaire dans les trente jours à compter de l'arrivée du remplaçant dans ses locaux. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté conformément au CCAG.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer de nouvelles ressources permettant d'assurer la continuité des prestations attendues.

#### **Article 14. Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats**

Par dérogation aux articles 43-44-45-46 du CCAC TIC :

L'ASP conserve tous les droits dont elle est détentrice sur les matériels, programmes, logiciels, données et fichiers mis à la disposition du titulaire pour les besoins d'exécution du présent marché.

Le titulaire cède à l'ASP tous les droits de propriété intellectuelle sur les livrables, notamment sur les logiciels spécifiques et la documentation, au fur et à mesure de leur élaboration, et ce, pour toute la durée de protection légale de l'article L.123.1 du Code de la Propriété Intellectuelle et pour le monde entier.

Ces droits comprennent notamment les droits d'utilisation, de reproduction, de cession, d'adaptation et de modification tels que définis dans le Code de la Propriété Intellectuelle pour tout usage pendant toute la durée de leur protection.

Des adaptations, selon les besoins, pourront figurer dans chaque marché subséquent.

#### **Article 15. Vérification et admission**

Il est fait application du Chapitre 5 du CCAG TIC, sauf dérogation précisée au sein des marchés subséquents.



## **Article 16. Garantie**

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution ou de bon fonctionnement ou les deux, qui s'exercera/ont dans les conditions de l'article 36 du CCAG TIC.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse.

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable de l'ASP, à une indemnité forfaitaire de 5 000 euros.

## **Article 17. Maintenance**

Sans objet.

## **Article 18. Pénalités et réfections**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC/, les pénalités sont décrites comme suit et sont applicables à l'ensemble des marchés subséquents, le montant total des pénalités de retard ne pouvant excéder 20 % du montant total hors taxes du marché subséquent ou du bon de commande considéré.

### **18.1 Pénalités relatives à la clause insertion sociale**

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures de clause sociale dont la responsabilité est imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité à hauteur de 150 € par heure non réalisée.

En l'absence ou refus de transmission par le titulaire des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, il sera appliqué une pénalité égale à 300 € par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'ASP.

### **18.2 Pénalités relatives à la clause développement durable/environnementale**

En cas de non-respect des obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans l'annexe dédiée, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

### **18.3 Pénalités relatives à la violation des obligations de sécurité ou de confidentialité**

Conformément à l'article 14 du CCAG TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 30 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes, appliquées dans les conditions prévues à l'article dédié du présent CCAP :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.



## 18.4 Pénalités relatives à l'incident de sécurité

---

Des pénalités de 10 000 € par jour de retard pourront être appliquées en cas de manquement aux obligations du titulaire.

## 18.5 Autres pénalités

---

- Absence de réponse à une consultation liée à un marché subséquent :

En cas d'absence de réponse, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

- Absence de réponse à un bon de commande :

En cas d'absence de réponse pour l'exécution d'un bon de commande émis par l'ASP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 2 000 € par bon de commande refusé.

- Non-respect des délais de reprise d'activité :

Si, après un incident ou un sinistre intervenu dans ses locaux, ou suite à l'indisponibilité des liaisons entre les locaux du titulaire et les locaux de l'ASP, le titulaire ne peut être en mesure de reprendre son activité **sous 2 jours calendaires à compter de la constatation de l'événement**, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de **3 000 €** par jour ouvrés de non reprise de l'activité **à compter du 3<sup>ème</sup> jour calendaire** suivant la constatation de l'événement.

- Non-conformité suite à un audit :

Le Titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité correspondant au montant des travaux nécessaires pour la mise en conformité.

### Pour les prestations à engagements de moyen :

- Pénalités pour défaillance :

Le titulaire du marché s'engage à une continuité dans la réalisation des prestations.

En cas de non réalisation de la prestation en engagement de résultat ou moyen supérieure à 5 jours ouvrés consécutifs (en dehors des dates qui ont été arrêtées en commun accord avec les membres de l'équipe projet de l'ASP), le titulaire s'engage à mettre en œuvre des moyens permettant la continuité de l'ensemble des prestations prévues.

En cas de non-respect de la disposition ci-dessus, une pénalité de **300 €** par jour ouvré à compter du 6ème jour est appliquée.

- Pénalités pour non-conformité des profils types d'intervenants

Le titulaire s'engage à fournir les ressources possédant les compétences avérées nécessaires à la mission

En cas de non-respect de la disposition ci-dessus, le titulaire encourt une pénalité de **3 000 €** sur chaque non-conformité constatée, par exemple profil non conforme au niveau de sa séniorité ou de ses compétences. Si le titulaire propose, sans complément de coût, un dispositif d'accompagnement et de montée en compétences de ses intervenants validé par l'ASP, la pénalité peut être ramenée à **1 000 €**.

### Pour les prestations à engagements de résultats :

**Les pénalités seront décrites dans chaque marché subséquent**

## 18.6 Application des pénalités

---

Le titulaire encourt les pénalités indiquées ci-dessus, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne lui sont pas imputables. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Les pénalités exposées ci-avant sont cumulables. Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, elles sont plafonnées à 20% du montant HT des commandes émises. Au-delà, l'ASP peut résilier le marché subséquent.

Pour les pénalités relatives aux délais : le retard est comptabilisé en jour entier, à partir du lendemain ouvré ou calendrier de l'échéance, en fonction du type de pénalité encouru, toute journée commencée étant comptée pour un jour.

Pour les pénalités non relatives aux délais, elles s'appliquent le jour où le manquement est constaté.

Le montant des pénalités sera calculé sur la facture de la commande concernée et payé par précompte sur les sommes dues (avance, acompte et solde) au titre des prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

## 18.7 Réfections

---

Conformément à l'article 34.3 du CCAG-TIC, si après demande dûment motivée de l'ASP, la qualité d'une prestation reste insatisfaisante car ne répondant pas aux attentes de l'acheteur telles que définies dans les documents du marché et non conforme à la proposition technique du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de prononcer une réfaction du prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire pourra présenter ses observations.

## Article 19. Responsabilité et assurances

### 19.1 Responsabilité

---

La responsabilité de chaque co-attributaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le co-attributaire sera tenu responsable de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, directement causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le co-attributaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure.

Il ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le co-attributaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du co-attributaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par celui-ci.

## 19.2 Assurance

---

Il est fait application de l'article 9 du CCAG TIC.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution du présent marché, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article 20. Exécution financière du marché / des marchés

### 20.1 Avance

---

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG TIC, il est fait application de l'option A, sauf mention contraire figurant au marché subséquent.

### 20.2 Acomptes

---

Sauf cas particulier prévu au marché subséquent, conformément aux dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique, les acomptes seront versés trimestriellement, sur demande du titulaire, pour les prestations dont les délais d'exécution sont supérieurs à trois mois, dans la limite de 80% du montant forfaitaire ou du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire serait une PME, conformément aux dispositions de l'article R2191-22 du code de la commande publique, les acomptes sont versés mensuellement à compter du premier mois échu.

### 20.3 Paiement des prestations

---

Pour les prestations impliquant une obligation de résultat :

Le paiement s'effectue à terme échu après prononciation de la recette, sur présentation de la facture et du PV de service fait.

Pour le paiement des prestations impliquant une obligation de moyen :

La facturation a lieu chaque mois, à partir d'un PV de service fait, établi sur la base d'un compte rendu d'activité validé par l'ASP.

Afin de faciliter la gestion des commandes et des factures, il est demandé au titulaire de procéder à une facturation en adéquation avec les commandes.

### 20.4 Contenu des demandes de paiement

---

Les factures afférentes aux marchés subséquents seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- La dénomination de la prestation
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, au taux légal en vigueur au moment du fait générateur.

## 20.5 Adresse de facturation

---

L'adresse de facturation sera indiquée par chaque marché subséquent.

## 20.6 Dématérialisation des factures

---

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, cumulativement et obligatoirement, les informations suivantes :

- Le numéro SIRET unique de l'ASP : 130 006 372 00010
- Le(s) code(s) service(s) facturé(s), qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande, le cas échéant
- Le numéro d'engagement (n° d'EJ), qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »).

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) numéro(s) de marché, communiqué au titulaire après notification

Ce processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

## 20.7 Régime des paiements

---

### Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement du marché subséquent.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

### Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

## **Article 21. Retenue de garantie**

Sans objet.

## **Article 22. Cession ou nantissement de créance**

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-TIC si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (articles R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique).

Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

## **Article 23. Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, applicable à compter du 25 mai 2018 et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'annexe « RGPD » précise les obligations du titulaire et de l'ASP en matière traitement des données personnelles.

## **Article 24. Sous-traitance**

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique et 3.6 du CCAG TIC.

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre/ pour le compte et selon les instructions de l'acheteur.

Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données et aux exigences de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société sans l'accord préalable exprès du Pouvoir Adjudicateur.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions du Pouvoir adjudicateur. Le titulaire communique au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations lui incombant, notamment en termes de confidentialité et de sécurité, et reste totalement garant et responsable vis-à-vis de l'ASP de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

## **Article 25. Résiliation du marché**

### Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution de l'accord-cadre ou des prestations faisant l'objet d'un marché subséquent avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

La résiliation de l'accord-cadre entraîne de fait la résiliation de tous les marchés subséquents.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

### Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 48 à 50 du CCAG-TIC.

- Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre / au marché subséquent

Il est fait application de l'article 40 du CCAG-TIC.

**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

- Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre/ au marché subséquent  
Il est fait application de l'article 41 du CCAG-TIC.  
**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

- Résiliation suite à changement de situation au regard des interdictions de soumissionner  
Il est fait application de l'article L2195-4 du code de la commande publique.  
**Il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

- Résiliation pour faute  
Il est fait application de l'article 42 du CCAG-TIC.  
Il est précisé qu'en cas de manquement du titulaire dans l'exécution de ses obligations **en matière de sécurité**, le marché est résilié par notification écrite par lettre recommandée avec avis de réception s'il n'est pas porté remède aux manquements **en cause dans les 30 jours calendaires de la notification par l'ASP du manquement.**

- Résiliation en cas d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne  
Il est fait application de l'article L2195-5 du code de la commande publique.

- **Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**  
En cas de résiliation pour faute et conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, l'administration se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.

## **Article 26. Règlement des différends et litiges**

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou du marché subséquent ou à l'exécution des prestations objets de ce dernier.

Toutefois, par dérogation à l'article 47 du CCAG-TIC, en cas de différend, la réclamation du Titulaire doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu. Le pouvoir adjudicateur dispose également d'un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

La loi française est seule applicable.

## **Article 27. Prestations similaires pour les travaux ou les services / livraisons complémentaires pour les fournitures**

### **27.1 Livraisons complémentaires**

Sans objet.

### **27.2 Prestations similaires**

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique si les prestations objet du marché subséquent relèvent de services.

## Article 28. Modifications de marché

### 28.1 Clause de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'ASP se réserve la possibilité de mettre en œuvre la présente clause de réexamen dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'exécution de l'accord cadre ou d'un marché subséquent résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de l'obsolescence d'un profil et de la nécessité de son remplacement par une nouvelle appellation ;
- de la mobilisation d'un nouveau profil en lien avec la famille d'achat pour réaliser les besoins portés par les marchés subséquents ;
- d'une technologie ou méthodologie innovante qui permettrait une exécution efficiente de l'accord-cadre et/ou des marchés subséquents ;
- d'un remboursement des frais exceptionnels de déplacements et d'hébergement hors lieux d'exécution du marché sur justificatifs ;
- d'une mobilisation exceptionnelle des ressources sur des horaires de type astreinte ;
- d'une augmentation importante de l'indice SYNTEC.

Le montant maximum de l'accord cadre et/ou du marché subséquent pourra être ajusté à chaque date anniversaire de la notification selon la formule :

$$M = Mi \times (SYNf/SYNi)$$

Dans laquelle :

M = montant maximum révisé en euros hors taxes,

Mi = montant maximum, tel qu'il figure à l'acte d'engagement de l'accord-cadre ou du marché subséquent, en euros hors taxes, établi aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres,

SYNi = dernière valeur publié ferme de l'indice 3 mois avant la date de notification initiale et SYNf = dernière valeur publié ferme de l'indice 3 mois avant la date prévue d'ajustement.

Si ce type de modification ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence de l'accord-cadre ou du marché subséquent (notamment en terme financier), elle sera alors réalisée par la notification d'un Ordre de Service au(x) titulaire(s).

### 28.2 Prestations supplémentaires de marché

Chaque marché subséquent indiquera le recours potentiel aux prestations supplémentaires.

### 28.3 Autres modifications de marché : modifications non substantielles

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique, la possibilité de modifier le présent accord et les marchés subséquents s'y rattachant.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

### 28.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier l'accord cadre et les marchés subséquents s'y rattachant lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.



Cette modification fera l'objet d'un avenant.

## **28.5 Autres modifications de marché : Substitution de titulaire**

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier l'accord cadre et les marchés subséquents s'y rattachant lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, en application de l'article R2194-6 du code de la commande publique.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

## **Article 29. Clauses de sécurité**

### **29.1 Confidentialité**

Principes généraux

Les informations gérées par l'Agence sont classifiées et marquées selon l'échelle ci-dessous.

Niveau	Nom
C4	Informations stratégiques et internes à l'Administration
C3	Informations concernant les bénéficiaires, agents ou intervenants et internes à l'Administration
C2	Informations ne contenant pas de données à caractère personnel et internes à l'Administration
C1	Informations publiques

Toute information non marquée est réputée classifiée C3.

Les informations classifiées C2 à C4 selon cette échelle ou dont le caractère « confidentiel » a été formellement spécifié sont réputées confidentielles. Ainsi, sont considérées comme confidentielles, les informations (notes, procédures et autres documents internes à l'Agence) et, le cas échéant, les données accessibles par le titulaire ou mises à sa disposition dans le cadre de l'exécution de la prestation.

Le titulaire doit appliquer les mesures de sécurité permettant d'assurer la confidentialité des informations et données mises à sa disposition conformément à l'article confidentialité du CCAG de référence.

Les données intégrées ou générées sont utilisables dans le cadre de l'article « régime des données » du CCAG de référence.

De même, la destruction des données s'opère en conformité à l'article « destruction des données » et « audit de sécurité » du CCAG de référence le cas échéant.

#### **Engagement de confidentialité**

Le titulaire s'engage à faire signer à chacun de ses intervenants, avant le démarrage de la prestation, l'engagement de confidentialité fourni par l'ASP. Sont considérés comme intervenants du titulaire au titre du présent marché, ses personnels et ceux de ses éventuels sous-traitants directement impliqués dans l'exécution des prestations.



## 29.2 Audit de sécurité

---

### Audits diligentés par l'Agence

Le titulaire s'engage, dans un délai de 15 jours ouvrés, à donner accès à tous les éléments en sa possession pour permettre un suivi par l'ASP des conditions de réalisation des prestations mentionnées dans le marché/contrat.

Par ailleurs, le titulaire autorise l'ASP à réaliser ou faire réaliser par un tiers expert en la matière, des audits de sécurité (documentation, tests d'intrusion, audit de la sécurité de l'architecture des réseaux IT et des passerelles d'interconnexion, audit de la configuration des équipements de sécurité, etc.)

Le titulaire pourra refuser l'intervention d'un tiers après justification (ex. : conflit d'intérêt avéré). Le cas échéant, le titulaire et l'ASP s'accorderont sur une solution alternative (ex. : audit par un tiers indépendant).

Lorsqu'un audit est diligenté par l'ASP, le plan d'audit (périmètre, fréquence, modalités de validation des résultats) sera fourni au titulaire, dans un délai de 15 jours, avant le démarrage de l'audit.

### Audits diligentés par le titulaire sur le périmètre de la prestation

Lorsque le titulaire diligente en interne des audits indépendants (ou s'il fait l'objet d'audit externes indépendants), régulièrement ou non, les résultats de ces audits peuvent être pris en compte par l'ASP sous certaines conditions. À cet effet, le titulaire devra communiquer à l'Agence :

- Le périmètre précis de l'audit, par rapport à la prestation réalisée pour le compte de l'ASP ;
- Le référentiel d'audit utilisé ;
- Les modalités de communication des résultats d'audit à l'Agence ;
- La fréquence de réalisation des audits (lorsqu'il s'agit d'audits récurrents) ;
- Les éléments attestant de l'indépendance de l'audit (lorsqu'ils sont menés en interne).

L'Agence pourra prendre en compte ce type d'audit sous réserve qu'ils soient pertinents dans le contexte de la prestation. Le cas échéant, cette acceptation sera notifiée au titulaire qui devra communiquer à l'Agence :

- Une copie du(des) rapport(s) d'audit ou les extraits concernant le périmètre de la prestation ;
- L'état de traitement des non-conformités concernant le périmètre de la prestation, sur demande de l'Agence.

## 29.3 Politique de sécurité ASP

---

### Principes généraux

Le titulaire s'engage à respecter les exigences applicables de la politique de sécurité de l'ASP qui concernent la prestation, mentionnées ci-après. Certaines règles pourront être adaptées au contexte spécifique de la prestation, après analyse des risques : les adaptations résultantes seront soumises à l'autorité concernée.

Le titulaire notera plus particulièrement que :

- La connexion d'équipements tiers sur les réseaux informatiques de l'établissement est interdite, sauf autorisation formelle de la direction en charge de l'informatique ;
- La connexion d'un équipement présent sur le réseau de l'établissement à un autre réseau (privé ou à Internet via un modem ou un équipement similaire) est strictement interdite ;
- Seuls les logiciels fournis et validés par la direction en charge de l'informatique de l'établissement peuvent être installés sur les postes de travail de l'ASP.

En cas d'évolution de la politique de sécurité durant l'exécution du marché, modalités et délai de prise en compte des évolutions seront convenus entre l'ASP et le titulaire. Pour les prestations concernées, cette prise en compte pourra impliquer une actualisation du Plan d'Assurance Sécurité.

## **Exigences applicables**

### **Gestion des accès**

- EXG\_ACC\_01 – Gérer les privilèges d'accès

L'attribution de privilèges d'accès doit être limitée au strict nécessaire. Elle s'appuie sur une procédure documentée, laquelle doit permettre d'identifier simplement les détenteurs de privilèges.

Lorsqu'ils ne sont pas liés à la fonction exercée, les privilèges d'accès doivent être attribués pour une durée limitée à l'issue de laquelle leur maintien doit faire l'objet d'une revue.

Les comptes d'administration technique des systèmes d'information doivent être gérés au travers d'un dispositif centralisé d'administration.

L'octroi de privilèges d'accès impliquant l'attribution d'un mot de passe partagé doit se traduire par un renouvellement du mot de passe en cas de départ ou le changement de fonction de l'un de ses détenteurs.

Seuls les comptes disposant de privilège d'accès doivent permettre l'installation et la configuration des moyens de traitement de l'information.

Lors de la connexion à des serveurs informatiques, des moyens doivent permettre aux utilisateurs de connaître leurs privilèges et de savoir à quel moment ils passent en mode d'accès privilégié.

La prise de main à distance doit être réservée aux personnels autorisés. Lorsqu'elle est effectuée sur le terminal d'un utilisateur, elle doit être préalablement approuvée par l'utilisateur concerné.

- EXG\_ACC\_02 – Restreindre l'accès à l'information

L'accès aux informations non publiques doit être limité aux seuls utilisateurs préalablement authentifiés et autorisés.

L'accès direct aux systèmes de production doit être restreint aux personnels en charge de l'exploitation et de l'administration. Il peut être autorisé à d'autres personnels pour traiter une situation exceptionnelle ; à cette fin une procédure d'autorisation temporaire doit être appliquée.

- EXG\_ACC\_03 – Gérer l'accès au code source

Le code source doit être stocké dans un système de gestion de code source faisant l'objet de mesures de sauvegarde.

L'accès au code source et aux éléments associés doit être contrôlé et restreint.

Des mesures de journalisation de l'ensemble des accès et des modifications apportées au code source doivent être appliquées.

- EXG\_ACC\_04 – Sécuriser l'authentification

Les méthodes d'authentification doivent permettre de vérifier l'identité déclarée avec un niveau de confiance acceptable au regard de la classification des informations accessibles et des risques portant sur ces informations.

Lorsque cela est nécessaire, une méthode d'authentification multifactorielle adaptée à la population d'utilisateurs concernée doit être mise en œuvre.

La procédure de connexion doit limiter au strict nécessaire les informations affichées en amont de l'authentification et en cas d'erreur d'authentification. Elle ne doit pas afficher les mots de passe en clair pendant leur saisie, ni les transmettre en clair sur le réseau. Elle doit permettre d'enregistrer les tentatives de connexion, qu'elles soient réussies ou avortées. Lorsque le contexte de connexion s'y prête, elle peut adresser un courriel d'alerte à l'utilisateur en cas de tentatives répétées de connexions infructueuses.

#### **29.4 Charte de l'utilisateur du SI de l'ASP**

---

Dès lors qu'il utilise les moyens informatiques de l'Agence, le personnel intervenant pour le compte du titulaire doit respecter la charte de l'utilisateur des SI de l'ASP. Cette charte sera fournie au titulaire à la notification du marché/contrat par le service acheteur.

Le titulaire veillera à ce que ses personnels concernés et, le cas échéant, celui de ses sous-traitants signent et respectent cette charte.

En cas d'évolution de la charte sur la période d'exécution du marché, la nouvelle version sera communiquée au titulaire, lequel devra veiller à ce qu'elle soit signée par ses personnels concernés.

#### **29.5 Sécurité des développements et de la maintenance des applicatifs**

---

##### **Principes généraux**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les principes de « privacy by design » et de « privacy by default ».

Le titulaire est responsable de la conformité légale et réglementaire des systèmes qu'il met en œuvre (en particulier en matière de licences logicielles). A contrario, l'ASP est responsable des systèmes et outils qu'elle met à disposition du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Toutes les données utilisées et/ou produites dans le cadre des développements informatiques de l'ASP devront faire l'objet d'un effacement sécurisé avant l'affectation des matériels ayant supporté ces développements, à un autre usage.

Le titulaire ne pourra avoir accès qu'aux ressources (sources, documents, outils ...) dont il a la stricte nécessité. Le titulaire appliquera les règles de développement sécurisé de l'Agence précisées en annexe. En cas d'évolution des règles, titulaire et Agence s'accorderont sur un délai de mise en application cohérent au regard desdites évolutions. Si le titulaire dispose de ses propres règles de développement sécurisé, celles-ci pourront être utilisées si, et seulement si, les règles d'équivalence ont été documentées et approuvées par l'Agence.

### **Innocuité des systèmes et des livrables**

Le titulaire mettra en œuvre les mesures permettant de garantir l'innocuité des systèmes utilisés dans le cadre de la production applicative et des livrables à destination de l'ASP. Il veillera en particulier à ce que les livrables produits soient exempts de « codes malicieux », de « fonctionnalités cachées », de « portes dérobées », et qu'ils ne permettent aucune fuite d'information.

### **Contrôles**

La sécurité des développements fera l'objet de contrôles par l'ASP : les codes sources devront être exempts de vulnérabilités et de code malveillant.

Les contrôles réalisés en interne par le titulaire devront être basés sur des règles au moins équivalentes à celles utilisées par l'Agence. Une preuve de ces contrôles devra être tenue à disposition de l'ASP. Le résultat de ces contrôles sera présenté à l'Agence dans le cadre du suivi de la prestation.

### **Gestion des vulnérabilités**

Le titulaire s'engage à traiter les vulnérabilités découvertes dans les développements qu'il met en œuvre dans le cadre du présent marché. À cet effet, il procèdera à une évaluation des vulnérabilités selon l'échelle CVSS en vigueur. Une échelle alternative pourra être utilisée, sous réserve d'un accord préalable de l'ASP.

Dans l'attente du traitement définitif d'une vulnérabilité, des mesures palliatives (traitement temporaire, mesure de limitation de risque) devront être proposées à l'ASP.

### **Environnement de travail**

Le titulaire doit veiller à appliquer les mises à jour de sécurité des matériels et logiciels qu'il met en œuvre dans le cadre de la prestation. Il ne peut déroger à cette règle que sur instruction formelle de l'ASP.

Dans le cas où la prestation s'effectuerait dans les locaux du titulaire en utilisant des ressources informatiques de l'établissement, le titulaire devra mettre en œuvre les mesures de sécurité permettant de garantir que seuls ses collaborateurs désignés pour la prestation sont en mesure d'utiliser les moyens mis à disposition par l'ASP.

En particulier, le titulaire s'engage à :

- Effectuer la prestation dans des zones isolées physiquement des autres locaux du titulaire ou mettre en place des dispositifs pour protéger les informations sensibles (par exemple des filtres de confidentialité).
- Disposer pour ces zones, d'un dispositif technique et de procédures de contrôle d'accès, conformes aux exigences de l'ASP qui permettent :
  - d'identifier les personnes autorisées à accéder à ces zones,
  - d'interdire l'accès aux personnes non autorisées,
  - de conserver une trace de tous les accès à ces zones conformément à la réglementation, le titulaire sera en charge de fournir les preuves de ces accès ;
- Maintenir la liste des personnes habilitées :
  - la transmettre à l'ASP, sur demande ;

- signaler immédiatement tout changement intervenant dans cette liste ;
- o Assurer une séparation si possible physique – ou à défaut logique – du réseau dédié à la prestation ASP. Le titulaire est informé que :
  - L'ouverture d'un lien réseau dédié à la prestation est conditionnée à la validation par l'ASP du plan d'assurance sécurité remis par le titulaire, présentant la topologie de ce réseau et son intégration dans le réseau d'entreprise du titulaire ;
  - Tout changement dans cette topologie (adressage, routage, filtrage) doit être soumis à l'avis préalable de l'ASP.

Suivant la situation, les modalités d'interconnexion des SI du Titulaire et de l'ASP pourront se faire :

- o Via le matériel du titulaire au travers d'un VPN ASP et d'un VLAN spécifique si la prestation ne nécessite pas des accès à privilège ;
- o Via le matériel du titulaire au travers de machines virtuelles fournies par l'ASP et cloisonnées dans un VLAN spécifique ;
- o Via le matériel de l'ASP au travers d'un VPN ASP lorsque la prestation est exécutée en dehors des locaux de l'ASP

Les ressources du titulaire seront identifiées dans l'annuaire de l'ASP et les accès se feront par le biais de comptes nominatifs.

Les accès aux serveurs de production se feront au travers du bastion de l'ASP.

Le titulaire s'engage à :

- o Dédier un environnement si possible physique, à défaut logique de développement aux prestations objet du présent marché/contrat ;
- o Informer formellement l'ASP de tout changement concernant l'environnement de développement au moins 15 jours ouvrés, avant le changement.

### **Dispositions propres aux développements**

Le titulaire doit assurer la sécurité des développements conformément à l'état de l'art et à la politique de sécurité de l'ASP dans chacune des technologies mises en œuvre. Il doit en particulier :

- o Maintenir l'environnement applicatif en tenant compte des recommandations de l'ASP ;
- o Assurer un contrôle rigoureux des entrées utilisateurs ;
- o Assurer un cloisonnement strict des accès des utilisateurs ;
- o Sécuriser les accès aux fonctions d'administration ;
- o Installer ou activer uniquement les fonctions nécessaires et appliquer le principe du moindre privilège ;
- o Respecter les recommandations de l'OWASP, pour les technologies web ;
- o Mener, dans le cadre des phases de recette, une revue de code permettant de s'assurer d'une implémentation conforme aux exigences de sécurité, pour les codes pour lesquels cela s'applique ;
- o Corriger à sa charge les éventuelles anomalies détectées lors de la revue de code ;
- o Implémenter des mesures de protection face aux attaques, en particulier les attaques par injection ou par dépassement de capacité ;
- o Assurer la gestion des erreurs applicatives (la remontée et le traitement ne doivent en aucun cas présenter d'informations techniques à l'utilisateur) ;
- o Implémenter des journaux d'événements requis ;
- o Fournir à l'ASP l'ensemble des éléments utilisés dans le cadre des développements permettant à l'ASP de construire les applications ;
- o Prouver que les éléments externes utilisés n'introduisent pas de vulnérabilités au sein des

- applications ;
- Identifier l'ensemble des flux avec des entités externes des applications. Ces flux devront être validés conjointement entre les équipes du titulaire et de l'ASP ;
- Utiliser des mesures cryptographiques conformes aux directives nationales de l'ANSSI.

## 29.6 Plan d'assurance sécurité

---

Le titulaire s'engage à exécuter ses obligations en matière de sécurité des systèmes d'information selon le Plan d'Assurance Sécurité (PAS), dont la trame figure ci-dessous.

Le titulaire est responsable de la rédaction initiale du PAS ainsi que de ses évolutions nécessaires pour satisfaire aux exigences de sécurité de l'ASP pendant toute la durée de la prestation.

Le projet de Plan d'Assurance Sécurité établi conformément à la trame fournie par l'ASP, qui s'applique aux équipes du titulaire et aux sous-traitants éventuels.

Le PAS, à valeur contractuelle, sera finalisé dans un délai de 30 jours, à compter de la notification. Le PAS fera l'objet d'une révision annuelle par les deux parties.

- **Plan Type du PAS :**

### A- Approbation du PAS

Le titulaire précisera le circuit d'approbation du Plan d'Assurance Sécurité, ses modalités d'application et l'étendue de sa diffusion.

### B- Documents de référence

Ce paragraphe listera les documents de référence, applicables pour le Plan d'Assurance Sécurité.

- le contrat ;
- le cahier des charges ;
- etc.

### C- Description du dispositif sécurité

Ce paragraphe présente succinctement le dispositif, objet de la prestation. L'accent sera mis sur les points qui justifient la mise en œuvre de mesures de sécurité.

### D- Rappel des exigences

Le titulaire rappellera les exigences de sécurité de l'ASP ou fera référence au document les spécifiant.

### E- Organisation

Le titulaire indiquera l'organisation qu'il propose pour gérer la sécurité dans le projet, avec au minimum :

- le maître d'ouvrage agissant en tant que client ;
- le titulaire du marché.

Si des cotraitants, sous-traitants ou fournisseurs peuvent intervenir directement, il indiquera leur rôle et précisera éventuellement les modalités de leur participation à la gestion de la sécurité du projet.

Il décrira l'organisation mise en place pour assurer les relations avec le maître d'ouvrage concernant les aspects sécurité :

- comité de suivi de la sécurité : fréquence, participants, modalités, périmètre du suivi ;
- organisation de la maîtrise d'ouvrage : responsable sécurité, rôle et moyens; intervenants techniques ;
- organisation du titulaire : responsable sécurité, rôle et moyens ; responsables techniques, implication des cotraitants et sous-traitants éventuels ;
- diffusion du Plan d'assurance sécurité et des documents de suivi ;
- audits, contrôles réalisés par la maîtrise d'ouvrage ou à la demande de celle-ci modalités, périmètre, exploitation des résultats.

#### **F- Responsabilités liées au PAS**

Le titulaire, au travers de son responsable de la sécurité désigné, est responsable de la **rédaction, de l'évolution et de l'application du Plan d'Assurance Sécurité.**

#### **G - Procédure d'évolution du PAS**

Le titulaire est responsable de la rédaction du PAS initial et de ses évolutions pour répondre aux exigences de sécurité de l'ASP, pendant toute la durée du contrat.

La liste (non exhaustive) des situations susceptibles d'entraîner une modification du PAS :

- évolution du système d'information (configuration logicielle ou matérielle) ;
- évolution de l'environnement du système d'information (locaux, personnels, procédures, etc.) ;
- évolution du périmètre de l'opération.

En cas d'évolution du système, de son environnement, ou du périmètre de l'opération d'externalisation, le titulaire vérifie si le PAS doit être modifié. Si tel est le cas, il propose une modification à l'ASP dans un délai de 10 jours ouvrés, avant la mise en application. Si cette modification est acceptée, le PAS est révisé et soumis à l'ASP pour validation formelle.

#### **H - Applicabilité du PAS**

L'applicabilité du PAS s'articule autour des trois points suivants :

- quelles sont les procédures à suivre lors de non-respect du PAS ?
- quelle est la procédure à suivre pour une demande de dérogation ?
- quelles sont les pénalités encourues?

#### **I - Mesures de sécurité**

Le titulaire décrira les mesures destinées à assurer la sécurité du système cible de l'opération pendant les différentes phases contractuelles :

- Transfert
- Exploitation
- Réversibilité
- Fin de contrat

##### **Sécurité physique**

- Isolement des locaux dédiés à la prestation de l'ASP
- protections contre l'intrusion
- protections contre l'incendie

##### **Contrôle d'accès physique**

- description du dispositif
- procédure d'attribution/suppression/contrôle des droits d'accès aux locaux
- traçage
- liste initiale des accès attribués



#### Sécurité du poste de travail

- méthode d'accès aux postes (règles et méthode d'identification/authentification)
- règles spécifiques de mot de passe (longueur, complexité, blocage...)
- Système de mise à jour (OS et middleware)
- protection Antivirus (produit, méthode de mise à jour et de surveillance)
- règles de renforcement de sécurité du poste de travail (firewall local, gestion des ports/services, prise de main à distance...)
- mise en veille forcée
- non enregistrement des mots de passe dans les navigateurs

#### Sécurité réseau

- synoptique du réseau LAN et WAN, incluant accès ASP et services internes
- matrice des flux de l'accès aux ressources non protégées (accès Web, Messagerie, Mise à jour Windows, Mises à jour antivirus, services d'impression...)
- configuration des équipements de sécurité (règles entre réseau entreprise et réseau dédié ASP)

#### Télétravail

- Le télétravail devra faire l'objet d'un accord formel avec le titulaire
- La connexion au SI de l'ASP n'est autorisée qu'en effectuant un rebond par le SI du titulaire qui mettra en œuvre des moyens techniques garantissant la confidentialité du trafic réseau et l'identité du télétravailleur
- Les moyens techniques et de contrôle mis en œuvre seront décrits au PAS
- Modalité technique (entre site tiers et site du titulaire)
  - ✓ Synoptique du réseau
  - ✓ Postes, logiciels et algorithmes utilisés
  - ✓ Supervision

#### Arrivée - départ d'un agent

- organisation générale
- signature de la charte utilisateur
- attribution / modification / suppression des droits d'accès physiques et logiques
- communication des éléments à l'ASP

#### Continuité d'activité

- Description des moyens techniques mis en œuvre (locaux de repli, serveurs, postes de travail, réseaux...)
- L'organisation mise en place (procédures de déclenchement, procédures de reprise)

### **J - Matrice de couverture des exigences de sécurité**

Le titulaire présentera les mesures de sécurité techniques, procédurales et organisationnelles retenues pour répondre aux exigences de l'ASP.

Il pourra pour ce faire reprendre dans un tableau les exigences énoncées, et lister la ou les mesure(s) répondant à chaque exigence.

### **K - Documentation et suivi**

Le titulaire recensera dans ce paragraphe l'ensemble de la documentation concernant la sécurité qu'il s'engage à fournir au titre du projet.

Ces documents pourront être les suivants : Plan d'Assurance Sécurité (version 1 et définitive), Dossier de sécurité, Plan de secours, plan de gestion des incidents, comptes rendus de réunion du comité de suivi.

### Gestion des changements et évolutions

Tout changement opéré par le titulaire ou par l'ASP et pouvant affecter la bonne exécution de la prestation prévue, et dans les conditions initiales prévues, doit faire l'objet d'un avenant.

### Sécurité physique

Le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par le marché, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

### Réversibilité

En cas de cessation de la relation contractuelle, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à collaborer avec l'ASP afin de faciliter la récupération/migration/arrêt du service :

Apporter l'assistance nécessaire pour faciliter le transfert des données et des moyens de sécurité matériels et logiciels vers l'ASP ou tout autre titulaire ;

- Garantir le service attendu et la sécurité des données et des applications pendant le transfert;
- Assurer la prestation de service jusqu'au terme du marché.

En outre, la phase de réversibilité ne doit pas modifier la qualité, les termes et les conditions des services fournis durant le marché et définis dans le Service Level Agreement (SLA).

En cas d'arrêt des prestations confiées au titulaire par l'ASP, l'ensemble des logiciels et documentations confiés au titulaire doit être restitué.

Une restitution partielle peut être demandée par l'ASP, en cas d'arrêt d'une partie des prestations avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire en sera informé au moins un mois avant la fin des prestations.

À la fin de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu :

- De transférer aux personnels désignés par l'ASP ou tout autre tiers désigné par l'ASP, les informations sur le contexte fonctionnel et métier, technique et organisationnel de l'ensemble applicatif ;
- De préparer un support informatique défini par l'ASP contenant tous les éléments (documentations, programmes, chaînes de compilation...) gérés par le titulaire actuel et qui seront, à l'issue de cette prestation, placés sous la responsabilité du futur titulaire ou de l'ASP (cette mise à disposition devra être faite sous un format pouvant permettre au futur titulaire ou à l'ASP d'installer, le cas échéant, l'ensemble de ces éléments sur une plate-forme de son choix pour examen approfondi par celui-ci/celle-ci) ;
- D'assurer une formation fonctionnelle approfondie (du type formation utilisateur et administrateur) aux personnels du futur titulaire ou de l'ASP, avec travaux pratiques sur poste de travail, en présence de représentants de l'ASP. Cette formation devra s'appuyer sur les documentations utilisateurs et techniques rédigées par le titulaire.

En particulier, au titre de cette prestation, le titulaire :

- Lance la prestation avec le futur titulaire et les représentants de l'ASP. Il s'agit, au plus, de 5 jours de réunion en vue de valider le planning et les modalités pratiques de cette phase ;

- Met à disposition tous les éléments et documents qu'il a produit ou lui ont été remis ;
- Présente l'ensemble des composants techniques ou fonctionnels du projet ;
- Répond aux questions du futur titulaire ou de l'ASP concernant l'organisation pratique des configurations et des documents techniques sous 48 heures ;
- Présente l'organisation de la maintenance corrective actuelle et l'environnement de développement et d'exploitation (répertoires, installation, procédures mises en œuvre, périodicité et ordonnancement des opérations d'exploitation, etc.) ;
- Accueille, durant deux semaines, deux ou trois personnes du futur titulaire afin de leur permettre d'observer l'activité assurée par l'équipe projet en place (assistance téléphonique, exploitation de serveurs de développement, etc.) ;
- Communique au futur titulaire les réponses apportées aux demandes d'assistance téléphonique traitées.

#### Sous-traitance

En fonction de la nature des prestations sous-traitées et du besoin de sécurité identifié, l'ASP se réserve le droit de récuser tout sous-traitant ne présentant pas les garanties suffisantes pour exécuter les prestations conformément aux exigences de sécurité décrites ci-dessous.

#### Formation à l'environnement des applications de l'ASP

Toute prestation de développement / maintenance d'application, réalisée en interne, avec connexion au système d'information de l'ASP nécessite que les intervenants dans la réalisation de la prestation soient préalablement formés à l'environnement des applications de l'ASP.

Cette clause s'applique également aux interventions réalisées à distance du type :

- Télédiagnostic : supervision d'équipements réseau et sécurité, diagnostic d'anomalies sur une application ;
- Télémaintenance : réalisation d'opérations à distance sur un dispositif ;
- Télédistribution : mise à jour d'une application à distance.

### **29.7 Localisation des données**

Les lieux d'hébergement des données doivent satisfaire aux exigences de sécurité de l'ASP et à la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ASP la liste de tous les lieux de stockages de données (sites d'hébergements principaux, sites de secours...).

Le titulaire garantit que le transfert des données n'est possible qu'au sein des pays membres de l'Union européenne et s'engage à informer l'ASP au préalable (délai d'un mois) si les lieux d'hébergement devaient être modifiés.

### **29.8 Suivi des exigences de sécurité de la prestation**

Le titulaire s'engage à participer aux comités permettant d'assurer le suivi des exigences de sécurité applicables dans le cadre de la prestation selon une fréquence à définir avec le prestataire.

Les ordres du jour de ces comités de suivi sont définis conjointement par le titulaire et l'ASP et sont formalisés par le titulaire. Les points sécurité à traiter dans ces réunions sont, a minima :

- Le suivi de la couverture des exigences et clauses de sécurité ;
- Le suivi des niveaux de services exigés par les engagements de service ;
- L'analyse des indicateurs portant sur :
  - o les exigences et clauses de sécurité ;
  - o les niveaux des engagements de service ;
  - o les incidents impactant les services et prestations.
- Le suivi des plans d'amélioration ;
- L'information de l'Agence quant aux changements apportés aux mesures de sécurité, le cas échéant.

Les comptes rendus sont formalisés par le titulaire et communiqués à l'ASP, au plus tard 5 jours ouvrés après le comité.

## **29.9 Interventions à distance**

---

Les opérations telles que la télémaintenance, l'infogérance ou le télédiagnostic doivent être préalablement acceptées par l'ASP. L'accès sera ouvert uniquement :

- sur demande ;
- pour une durée limitée ;
- pour une ressource connue et identifiée (IP fixe sur Internet, VPN spécifique), le poste utilisé à cette fin devra alors faire l'objet d'une authentification forte et les opérations devront être tracées.

Le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'ASP avant chaque opération de télémaintenance dont il prendrait l'initiative. À cet effet, il devra au préalable transmettre à l'ASP un descriptif de l'opération précisant les dates, la nature des opérations et les noms des intervenants.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'ASP et du titulaire, mentionnant les dates et natures détaillées des interventions de télémaintenance ainsi que les noms de leurs auteurs.

Le titulaire fournira la liste des dispositifs de télémaintenance qu'il envisage de mettre en œuvre sur le système de l'ASP, avec pour chacun, la justification et les mesures de sécurité techniques et organisationnelles proposés :

- La sécurité de la liaison : réseau public ou ligne spécialisée, type de VPN, etc. ;
- Les dispositifs techniques de sécurité : filtrage des accès réseau, droits d'accès, etc. ;
- Les mesures organisationnelles, les procédures retenues pour déclencher une intervention ;
- Les mécanismes d'authentification des techniciens assurant le support ;
- La journalisation des actions ;
- La protection des accès aux données confidentielles en cas d'utilisation sur un système de production ;
- Les éventuels rapports d'audit et plans d'action afférents.

Le titulaire fournira les documents qui suivent, dans un délai de un mois suivant la notification :

- Les procédures d'exploitation de sécurité, fixant les modalités générales d'exploitation de sécurité des dispositifs de télémaintenance ;
- Un protocole d'accord entre l'ASP et la société en charge de la télémaintenance pour formaliser des procédures spécifiques.

## **29.10 Gestion des changements et évolutions**

---

Le titulaire devra informer l'ASP de tout changement ayant une incidence sur la sécurité de l'information, sur le périmètre de la prestation. Lorsque ce changement est de nature à introduire ou augmenter les risques en matière de sécurité de l'information, le changement sera subordonné à l'accord formel de l'ASP.

## **29.11 Interventions dans les locaux de l'ASP**

---

La prestation objet du marché/contrat n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par le marché/contrat et le port apparent du badge, cela pendant toute la prestation.

## **29.12 Transfert du système**

---

Le titulaire s'engage sur l'intégrité et la confidentialité des données qui lui sont confiées pendant toute la phase de transfert du système d'information. Il appartient en particulier au titulaire de faire des sauvegardes des informations de l'ASP et de gérer ces sauvegardes de manière à permettre une reprise en cas d'incident lors de la bascule du système.

Le titulaire présentera les mesures proposées pour sécuriser la phase de transfert du système (transfert de matériels ou de logiciels) ainsi que les procédures de contrôle de la sécurité du transfert mises en œuvre avec les reportings prévus au comité de suivi, 30 jours ouvrés, avant le transfert.

## **29.13 Formation à l'environnement des applications de l'ASP**

---

Toute prestation de développement / maintenance d'application, réalisée en interne, avec connexion au système d'information de l'ASP nécessite que les intervenants dans la réalisation de la prestation soient préalablement formés à l'environnement des applications de l'ASP.

Le cas échéant, les modalités de formation seront décrites dans les marchés subséquents.

Cette clause s'applique également aux interventions réalisées à distance du type :

- Télédiagnostic : supervision d'équipements réseau et sécurité, diagnostic d'anomalies sur une application ;
- Télémaintenance : réalisation d'opérations à distance sur un dispositif ;
- Télédistribution : mise à jour d'une application à distance.

## **29.14 Gestion des incidents de sécurité**

---

### **Documentation**

Le titulaire doit disposer d'une documentation lui permettant d'assurer une gestion adaptée des incidents de sécurité. Celle-ci doit en particulier décrire les modalités :

- d'analyse et de qualification de l'incident ;
- d'identification, d'acquisition / de collecte et de préservation des preuves numériques ;
- de signalement de tout incident impactant l'ASP, au(x) point(s) de contact définis par l'ASP.

Pour les cas concernant – ou ayant un impact sur – l'ASP, les actions nécessaires à la résolution de l'incident devront être documentées par le titulaire et tenues à disposition de l'ASP.

#### **Points de contact, modalités de signalement et d'échange en cas d'incidents de sécurité**

Les incidents de sécurité devront être signalés aux points de contact de l'Agence qui seront communiqués formellement au titulaire (courriel et téléphonique) au lancement de la prestation.

Le titulaire communiquera à l'ASP la liste de ses points de contacts (courriel et téléphonique) en matière de gestion des incidents de sécurité. Il veillera à communiquer à l'Agence tout changement apporté à cette liste.

En cas de crise, des modalités d'échange spécifiques pourront être mises en œuvre entre l'Agence et le titulaire, si cela s'avère nécessaire (ex. : compromission de messagerie, indisponibilité des systèmes de téléphonie fixe, ...).

#### **Délais de signalement à l'ASP**

Tout incident de sécurité survenant sur le périmètre de la prestation devra être notifié à l'ASP dans les 24h suivant sa détection.

En cas de cyber-attaque impactant tout ou partie de ses systèmes d'information, le titulaire devra alerter le(s) point(s) de contact de l'ASP mentionnés supra, dans les meilleurs délais possibles, considérant la situation. En tout état de cause, le délai de signalement à l'ASP ne pourra excéder 48h.

#### **Dispositions spécifiques aux cas de crise**

Le titulaire s'engage à informer l'ASP de l'évolution de la situation dans les meilleurs délais.

En cas d'attaque informatique, le titulaire s'engage à communiquer à l'Agence, dès que possible :

- les éléments macroscopiques relatifs à l'attaque (en particulier vecteur et outillage utilisés) ;
- les éventuels vecteurs de risques pour l'Agence, s'ils sont identifiés (ex. : courriels ou fichiers suspects adressés à l'Agence et identifiés lors des phases d'analyse de l'attaque) ;
- les éventuels indicateurs de compromission, s'ils sont identifiés.

#### **Mesures d'isolement des SI et gestion du retour à la normale**

En cas d'incident de sécurité présentant un risque non maîtrisé de propagation aux systèmes d'information de l'ASP, le titulaire devra, sauf contre-indication formelle ASP, isoler ses SI de ceux de l'Agence.

En fonction de l'urgence de la situation et des niveaux de risque évalués par l'ASP, l'Agence se réserve le droit d'isoler ses propres SI de ceux du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants. Cette mesure pourra être mise en œuvre de façon unilatérale, immédiate et sans préavis.

Lorsqu'une mesure d'isolement conduit à rompre un canal de communication utilisé dans la gestion de crise, des moyens d'échanges palliatifs doivent être déterminés d'un commun accord ASP - Titulaire.

La réouverture des communications pourra être progressive. Elle sera conditionnée à la transmission d'un engagement formel du titulaire quant à la circonscription, à la maîtrise ou la fin de l'incident. Cet engagement devra permettre à l'Agence une prise de décision circonstanciée quant à l'arrêt des mesures d'isolement.

Le candidat précisera dans son offre sa politique en matière de recours à un prestataire de réponse aux incidents de sécurité (PRIS) qualifié.

#### **Mesures de capitalisation**

Sauf accord formel de l'ASP, lorsqu'un incident introduit un impact majeur ou critique pour l'Agence, le titulaire organisera un retour d'expérience en y associant l'ASP dans les 3 mois suivant le retour à la normale.

## **Article 30. CLAUSE RGAA**

#### **Accessibilité numérique**

L'article 47 de la loi n°2005-102 du 11 février 2005<sup>1</sup> pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées rend obligatoire à tout service de communication publique en ligne d'être accessible. Cela concerne les sites web, les applications mobiles, les applications métiers, les applications logicielles ainsi que les contenus et fonctionnalités mis à disposition sur du mobilier urbain numérique tels que des bornes interactives par exemple. Cela passe par l'application de normes techniques qui varient en fonction du type d'application concernée.

#### **Normes de références**

- Pour les sites web et applications en technologie Web (HTML, CSS, JavaScript) la norme de référence est le RGAA (Référentiel d'Amélioration de l'Accessibilité)<sup>2</sup> ;
- Pour les applications mobiles et les applications logicielles, qui ne sont pas développées en technologie web, la norme de référence est le standard EN 301 549 (Accessibility requirements for ICT products and services)<sup>3</sup>.

Le titulaire du marché devra s'engager à mobiliser tous les moyens nécessaires pour rendre les livrables conformes à l'une ou l'autre de ces normes.

#### **Exigences minimales**

Compte tenu des caractéristiques du projet, telles qu'elles sont définies dans le présent document, le titulaire devra s'assurer que les contenus et fonctionnalités présenteront un niveau de conformité égal à 100 % pour toutes les nouvelles applications de l'ASP.

En ce qui concerne le parc applicatif existant, l'ASP s'engage à obtenir progressivement le niveau de 100% d'homologation RGAA dans le cadre de la maintenance en conditions opérationnelles de son parc applicatif existant.

#### **Périmètre concerné et responsabilité du titulaire :**

L'exigence de conformité concerne :

- Les contenus développés ou maintenus par le titulaire du marché.
- La capacité des fonctionnalités d'édition ou de développement de contenu, mise à disposition par le titulaire du marché, à produire des contenus conformes.

Cela ne concerne pas les contenus qui feraient l'objet de dérogations telles qu'elles sont définies par la norme en vigueur (Notamment : Exemptions héritées de la directive européenne, Dérogations pour charge disproportionnées).

#### **Mise en œuvre des exigences.**

- Il est rappelé que l'ASP se réserve le droit de faire vérifier, au moyen d'audits ou de recette, par un prestataire expert notamment, le respect de ces exigences minimales lors de toutes les phases du projet et des livraisons (maquettes, gabarits, développements, etc.).

<sup>1</sup> [https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article\\_jo/JORFARTI000001290363](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000001290363) Article 47, Loi 2005-102

<sup>2</sup> <https://www.numerique.gouv.fr/publications/rgaa-accessibilite/obligations/> Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité

<sup>3</sup> [https://www.numerique.gouv.fr/publications/rgaa-accessibilite/obligations/Standard EN 301 549](https://www.numerique.gouv.fr/publications/rgaa-accessibilite/obligations/Standard%20EN%20301%20549).



- Dans le cas où le niveau minimal requis ne serait pas atteint du fait d'une défaillance du titulaire du marché, l'ASP se réserve le droit de refuser la livraison. Dans ce cas, le titulaire du marché devra procéder à toutes les actions correctives nécessaires jusqu'à ce que les livraisons soient conformes au niveau d'exigence minimale. Ces actions correctives seront à la charge du titulaire du marché et ne pourront faire l'objet d'aucun complément ou compensation financiers.

## **Article 31. Dérogations au CCAG**

Les dérogations au CCAG TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

<b>Articles du présent CCAP</b>	<b>Articles du CCAG auquel il est fait dérogation</b>
10.1 Délais d'exécution	13.3.2
10.4 Modalités d'engagement des prestations	3.7.2
14 Propriété intellectuelle / Utilisation des résultats	43 à 46
18. Pénalités	14
22 Cession ou nantissement de créance	4.2.2